

Israël et les Palestiniens après septembre 2011 : l'unilatéralisme est-il possible et souhaitable ?

Festival Séfarade de Montréal, 13 novembre 2011

Emmanuel Navon

Nous sommes tous témoins des mêmes événements et avons tous accès à un flot immédiat et intense d'informations. Nous voyons tous, nous savons tous, que l'Iran est sur le point d'obtenir l'arme nucléaire, que la Turquie a fait le choix de l'Islamisme, et que le monde arabe est en train de suivre le même chemin. Et pourtant, nos interprétations des événements diffèrent. Or la façon dont nous et nos dirigeants réagissent aux événements, et les politiques qui seront adoptées, auront des conséquences sur notre vie et sur celle de nos enfants. C'est pourquoi il est primordial d'essayer de comprendre ce qui se passe autour de nous pour éviter de commettre des erreurs fatales.

Comprendre la réalité internationale et prendre les bonnes décisions peut éviter des tragédies et sauver des vies. Si le Gouvernement britannique n'avait pas adopté une politique d'apaisement vis-à-vis de l'Allemagne dans les années 1930, et si la voix de Winston Churchill avait été écoutée, la Seconde Guerre mondiale aurait pu être évitée, ou en tout cas elle aurait été moins longue et moins dévastatrice. Si le Président Kennedy n'avait pas pris le risque de déclencher une troisième guerre mondiale pendant la crise des missiles, l'expansionnisme soviétique n'aurait connu aucune limite. Et si Menachem Bégin n'avait pas pris la

décision de bombarder la centrale nucléaire d'Osirak en 1981, la communauté internationale n'aurait pas pu libérer le Koweït dix ans plus tard.

Face aux événements de ces derniers mois au Proche-Orient, plusieurs théories se dessinent sur la politique qu'Israël devrait adopter pour sortir son épingle du jeu et pour assurer au mieux son avenir. Aussi bien les analystes que les hommes politiques, c'est-à-dire ceux qui influencent et ceux qui décident, ont leurs idées et leurs recommandations. Certaines de ces idées et recommandations seraient catastrophiques pour Israël –même si ceux qui les avancent sont sans doute sincères et sont motivés par de bonnes intentions. Comme le dit l'adage, la route de l'enfer est pavée avec des bonnes intentions.

Albert Einstein a défini la folie comme une attitude ou un état d'esprit qui consiste à penser que l'on peut obtenir des résultats différents en répétant la même expérience.

Selon cette définition, le monde est devenu un asile de fou. Car les solutions les plus en vogue aux problèmes du Proche-Orient sont précisément celles qui ont échoué et qui continuent d'échouer.

L'exemple le plus frappant est le conflit Israélo-palestinien. Le Président français Nicolas Sarkozy en a fait le sujet unique de son discours à l'Assemblée générale de

l'ONU en septembre dernier. Il y a des dizaines de conflits, de tragédies et de problèmes dans le monde, mais le Président français a cru bon, conformément à la mode, de ne parler *que* du conflit israélo-palestinien. Ce qui est instructif, c'est la teneur de son discours. Car aussi bien l'importance qu'il accorde à ce conflit que la solution qu'il propose pour le résoudre ne cessent d'être contredites par la réalité.

L'occupation du Tibet par la Chine, de Chypre par la Turquie, ou du Sahara occidental par la Maroc peuvent continuer. Le massacre des Tamouls par le Gouvernement sri-lankais, des protestants syriens par Bashar Assad ou du Darfour par le régime de Khartoum sont passés sous silence. Il n'y a que le conflit israélo-palestinien qui constitue un sujet digne d'intérêt. Et il faut le résoudre d'urgence, nous dit Sarkozy, car il enflamme les foules arabes. Or les gens sont allés se révolter dans les rues du Caire, de Tunis et de Damas non pas à cause du conflit israélo-palestinien mais pour leur propre liberté.

Quant à la solution proposée par Sarkozy, elle montre qu'il manque quelque chose dans son raisonnement. D'un côté, il fait le constat exact que la méthode adoptée jusqu'à présent pour résoudre le conflit israélo-palestinien a échoué. Cette méthode, il le rappelle, a consisté jusqu'à présent à fixer un calendrier préétabli pour négocier les sujets litigieux tels que Jérusalem, les réfugiés, et les frontières. Et que propose Sarkozy ? Fixer un calendrier préétabli pour résoudre les sujets litigieux tels que Jérusalem, les réfugiés, et les frontières...

Je cite Sarkozy non pas pour me moquer de lui mais pour faire comprendre que les aberrations qu'il professe ne font que reprendre les idées reçues et la pensée unique sur le conflit israélo-palestinien.

Mais l'aberration ne s'arrête pas là. On ne cesse de nous répéter qu'il faut créer un État palestinien, c'est-à-dire un autre État arabe, et ce alors même que nous assistons à la faillite du modèle de l'État-nation arabe.

Les États-nation arabes du Maghreb et du Mashrek sont des créations artificielles ; ils sont le fruit du colonialisme européen. Les accords Sykes-Picot de 1916 entre la Grande-Bretagne et la France avaient tracé des lignes de partages arbitraires au sein des tribus arabes du Proche-Orient. Le Liban n'est pas un État-nation, c'est une mosaïque d'allégeances religieuses contradictoires. Ce vide a été rempli par le Hezbollah qui contrôle aujourd'hui le pays sous l'égide de l'Iran.

Les autres pays arabes ne sont pas moins artificiels. La Jordanie a été inventée par Churchill en 1921 pour donner un royaume à Abdullah le Saoudien. Des pays comme l'Égypte, la Libye, ou la Tunisie sont des constructions artificielles maintenues au cours des années par des dictatures elles-mêmes soutenues par l'Occident. Or que constatons-nous depuis la chute de Saddam Hussein en Irak,

de Moubarak en Égypte, de Kadhafi en Libye et de Ben-Ali en Tunisie ? La montée et la victoire des partis islamistes.

Pourquoi ? Parce que l'islamisme remplit le vide identitaire laissé par des États-nations artificiels et honnis. Pendant des décennies, les islamistes ont exploité la frustration des sociétés arabes écrasées par des tyrans qui ne tenaient que parce qu'ils étaient soutenus par l'Occident. Pendant la Guerre froide, l'Occident préservait les dirigeants comme Moubarak, parce qu'ils se présentaient comme les remparts contre l'Union soviétique. Et depuis la fin de la Guerre froide, ces mêmes dictateurs arabes se sont présentés comme les remparts contre l'islamisme.

C'est l'aide américaine annuelle de deux milliards-et-demi de dollars par an qui a permis à Moubarak de tenir aussi longtemps. Les Américains le soutenaient pour contrer l'Iran et les frères musulmans. Mais ce système a fini par craquer.

Dans leur naïveté et dans leur sottise, les commentateurs occidentaux ont parlé de « printemps arabe. » Quel printemps ? Ces mêmes commentateurs étaient persuadés que les élections libres feraient émerger des partis libéraux et démocrates. Depuis quarante ans, des masses analphabètes sont chauffées à blanc par les islamistes qui ont promis la rédemption par Allah après le renversement des tyrans soutenus par l'Amérique.

Et vous souvenez-vous du premier pays dans lequel ce scénario a eu lieu ? L'Iran en 1979. Jimmy Carter a laissé tomber la Shah, et Valéry Giscard d'Estaing a préservé Khomeiny, parce qu'ils pensaient que Khomeiny était un Mahatma Gandhi ou un Martin Luther King qui allait apporter la liberté à un Iran opprimé par un tyran débauché. Non seulement l'Iran est devenu une République islamiste, mais c'est aujourd'hui le moteur de l'islamisation du Proche-Orient.

Le modèle iranien consiste à remplacer les États-nation arabo-musulmans par une *Umma* islamique. C'est le Hezbollah iranien qui domine un Liban qui a cessé d'exister comme État. Et c'est l'Iran qui actionne le Hamas dans la Bande de Gaza. Le but de l'arme atomique iranienne n'est pas seulement d'anéantir Israël. C'est aussi d'imposer l'islamisation et la « desétatisation » du Monde arabe contre la volonté des États-Unis.

L'Iran n'est pas le seul acteur dans ce processus historique. Il a un concurrent historique et de taille : la Turquie. Née dans l'humiliation sur les ruines de l'Empire ottoman, la Turquie a cessé d'être une république laïque occidentalisée. Depuis la victoire électorale du parti islamiste d'Erdogan en 2002, la Turquie a fait le choix de l'islamisation. Erdogan est devenu le héros du monde arabe en 2003 en refusant à l'armée américaine de droit de passage pour l'invasion de l'Irak. Dès 2004, Erdogan reçoit Khaled Mashal, le Chef du Hamas, à Ankara. Comme l'Iran, la Turquie veut unifier la *Umma* islamique.

C'est pourquoi tant la Turquie que l'Iran soutiennent le Hamas, un parti islamiste qui s'oppose au modèle étatique. L'Iran arme le Hamas de façon clandestine, tandis que la Turquie veut armer le Hamas de façon ouverte en brisant le siège militaire de la Bande de Gaza.

Les Arabes palestiniens, quant à eux, sont partie prenante dans ce processus. C'est le Hamas, je vous le rappelle, qui avait gagné les élections organisées dans l'Autorité palestinienne en 2006. Et c'est lui qui contrôle la Bande de Gaza.

Créer un État palestinien, c'est créer un anti-État. D'abord parce qu'il n'y pas de peuple palestinien. Cette idée de peuple palestinien est l'une des plus grandes escroqueries intellectuelles et politiques des trente dernières années. Sous l'Empire ottoman, il y avait des tribus arabes et ce n'est qu'en réaction au renouveau national juif qu'une conscience nationale arabe s'est constituée là où elle n'avait jamais existé.

Le nationalisme palestinien fut créé de toute pièce par Hadj Amin al-Husseini pour cristalliser la lutte islamique contre les « infidèles. » Al-Husseini voulait d'une nation islamique vidée de tout juif, tout comme Hitler voulait d'une nation germanique vidée de tout juif. D'où la collaboration étroite entre les deux hommes. Lorsque les Palestiniens disent aujourd'hui qu'ils n'ont pas à payer les

pots cassés de la Shoah, ils se trompent et ils nous trompent : leur premier dirigeant historique était un nazi.

Lorsque Nasser créa l'Organisation de Libération de la Palestine en 1964 c'était pour faire passer l'ancienne Syrie du Sud sous la férule de l'Égypte. Les soi-disant Palestiniens n'étaient qu'un prétexte. Le but de l'OLP continue d'être la destruction d'Israël. C'est ce que dit sa Charte, qui n'a jamais été abrogée en dépit des Accords d'Oslo.

Mahmoud Abbas l'a confirmé lors de son discours à l'ONU en septembre dernier. D'abord il a fait référence au discours d'Arafat à l'ONU en 1974, discours dans lequel Arafat en avait appelé à la disparition d'Israël et à son remplacement par un État-nation arabe. Puis Abbas a précisé dans son discours que l'État palestinien qui était candidat à l'ONU était celui proclamé par Arafat à Alger en 1988. Or Arafat ne déclara pas cet État sur la Cisjordanie et sur la Bande de Gaza, mais sur « Notre territoire palestinien avec Jérusalem comme capitale. »

Et si vous aviez encore des doutes sur les buts et les intentions de l'OLP, ces doutes ont été soulevés le jour même du discours d'Abbas à l'Assemblée générale de l'ONU. Abbas Zaki, qui est membre du Comité directeur du Fatah et qui est un proche de Mahmoud Abbas, a en effet déclaré la chose suivante sur la chaîne de télévision Al-Jazeera le 23 septembre 2011: «Nous ne pouvons pas réaliser notre but final en une seule étape. Si Israël se retire de Jérusalem, déporte 650,000

colons et démantèle le mur, que restera-t-il d'Israël ? Israël touchera à sa fin. Mais si nous disons ouvertement que nous voulons détruire Israël, ça ne passe pas. Il ne faut pas dire ça au monde. Il faut garder ça entre nous.”

Il ne s'agit pas d'une discussion de café. C'est l'un des dirigeants de l'OLP qui parle. Et pas il y a trente ans, mais il y a deux mois.

Et si vous souhaitez savoir le message que Mahmoud Abbas fait passer à sa population par l'intermédiaire de ses médias, il suffit de regarder les programmes télévisés palestiniens sur Internet. Le dernier exemple date de la semaine dernière. Le 6 novembre 2011, la télévision de l'Autorité palestinienne a diffusé un programme disant que la pluie tombe sur Jérusalem pour nettoyer la souillure des Juifs. Une semaine plus tôt, la même télévision palestinienne a diffusé un programme pour enfants décrivant Haïfa, Ashkelon et Jaffa comme des « villes palestiniennes occupées. »

En août dernier, peu avant le discours d'Abbas à l'ONU, la télévision palestinienne a diffusé un programme disant que les Juifs qui prient au Mur des Lamentations sont un amas de pêcheurs et de saletés, et que quand les Israéliens disparaîtront, les Arabes reconstruiront le quartier de Mougrabi devant le Mur des Lamentations.

La liste est plus longue, mais l'idée est claire. Le but de l'OLP continue d'être la destruction d'Israël et la création d'un État palestinien n'est qu'une étape pour accomplir ce but. C'est la teneur même du « plan des étapes » adopté par l'OLP au Caire en 1974. L'OLP insiste sur le soi-disant « droit au retour » pour transformer Israël en un État binational avec une majorité arabe. Vous remarquerez d'ailleurs que les dirigeants palestiniens ne prononcent jamais la phrase « deux États pour deux nations. » Ils ne prononcent que les mots « deux États » parce que dans leur but est d'arriver à deux États, mais deux États arabes : un État palestinien qui sera *Judenrein* en Judée-Samarie, et un État d'Israël qui aura cessé d'être l'État nation du peuple juif, parce qu'il aura une majorité arabe.

Ceux qui se disent favorables à la création d'un État palestiniens sont soit ignorants des faits, soit complices des intentions et des buts de l'OLP.

Bien entendu, ce que pense et veut l'OLP a peu d'importance, puisque contrairement à ce qu'a déclaré Abbas dans son discours à l'ONU en septembre dernier, l'OLP n'est pas le seul représentant légitime des Palestiniens. C'est le Hamas qui a gagné les élections de 2006, c'est le Hamas qui contrôle la Bande de Gaza, et si de nouvelles élections avaient lieu demain matin, le Hamas les gagnerait haut-la-main (c'est d'ailleurs la raison pour laquelle Abbas ne cesse de repousser les élections, car il sait qu'il les perdra).

Or le Hamas ne veut pas d'un État palestinien. Le Hamas veut une *Umma* islamique sous la férule de la Turquie et de l'Iran. Alors même que les États-nation arabes tombent les uns après les autres sous nos yeux pour embrasser l'islamisme, voilà qu'on veut créer un nouvel État arabe. Et ce alors même que l'on sait que c'est le Hamas qui gagnera les premières élections d'un État palestinien.

C'est pire que la définition de la folie par Einstein. Einstein parlait d'une personne qui persiste à mélanger de la peinture bleue avec de peinture rouge en espérant que cela finira par donner du vert. Mais ici c'est encore plus grave. Ici, vous avez brûlé le dîner, et au lieu de m'inviter au restaurant vous me proposer de brûler un autre dîner pour qu'il y ait suffisamment de charbon à manger pour tout le monde.

Bien entendu, tous ceux qui sont favorables à la création d'un État palestinien ne partagent ni le but de l'OLP qui est de détruire Israël, ni le but du Hamas qui est de faire renaître la *Umma* et de tuer les Juifs où qu'ils se trouvent. Après tout, une majorité d'Israéliens se disent favorables à la création d'un État palestinien, et ils ne souhaitent évidemment pas la destruction de leur propre pays.

Mais les deux arguments avancés par les Sionistes pour justifier la création d'un État palestinien ne tiennent pas la route. Le premier argument est la paix. Le deuxième argument est la démographie.

À l'époque du processus d'Oslo, on nous expliquait qu'il fallait qu'Israël revienne à ses dimensions d'avant 1967 pour avoir la paix avec les Palestiniens. Ce qui est étrange puisque entre 1949 et 1967 il n'y avait pas la paix entre Israël et les Palestiniens, et puisque l'OLP a été créée en 1964. Et effectivement, peu après la signature des accords d'Oslo, Arafat déclara à Johannesburg que ces accords n'étaient qu'une répétition du Traité de Hudabiyah conclu au 7^e siècle entre Mahomet et les Qaraïtes, à savoir une trêve temporaire avec l'ennemi pour mieux le vaincre et pour mieux le massacrer au moment opportun.

Faysal Hussein, la figure soi-disant modérée de l'OLP, déclara peu avant sa mort en juin 2001 au journal égyptien *Al-Arabi* que les accords d'Oslo n'étaient qu'un stratagème, un cheval de Troie pour détruire l'ennemi de l'intérieur. Quant à la paix, les accords d'Oslo n'ont fait que nous apporter des attentats d'une ampleur et d'une violence sans précédent.

À trois reprises ces douze dernières années, les dirigeants palestiniens ont repoussé des propositions de paix fondées sur la création d'un État palestinien. En juillet 2000 à Camp David, Arafat a dit non à la proposition d'Éhud Barak de créer un État palestinien sur 92% de la Cisjordanie, 100% de la Bande de Gaza, et un partage de Jérusalem. Puis il a dit non (et Israël a dit oui) à la proposition Clinton en décembre 2000 d'agrandir le territoire de l'État palestinien à 96% de la Cisjordanie. Ces faits sont attestés par Bill Clinton lui-même ainsi que par Dennis Ross.

Enfin, il y a eu la proposition d'Éhud Olmert à Mahmoud Abbas en septembre 2008 : création d'un État palestinien sur la totalité de la Cisjordanie et de Gaza (avec des échanges territoriaux), partage de Jérusalem, et acceptation par Israël d'un certain nombre de réfugiés palestiniens en Israël même. Cette proposition a récemment été confirmée par Condolezza Rice dans les mémoires qu'elle vient de publier. Là encore, la réponse d'Abbas fut non.

Donc en quoi la création d'un État palestinien apportera-t-elle la paix ? C'est ce que je reproche au mouvement « J-Call. » Si votre manifeste avait été publié dans les années 1970 ou 1980, on aurait pu être d'accord ou ne pas être d'accord avec vous, mais au moins on aurait pu vous prendre au sérieux. Mais aujourd'hui ? En 2011 ? N'avez-vous pas écouté les informations ces dix dernières années ? Comment voulez-vous être pris au sérieux lorsque vous montrez un tel mépris pour les faits ? Vous menez un combat d'arrière-garde. « J-Call » est un mouvement réactionnaire.

Le deuxième argument en faveur d'un État palestinien est la démographie. C'est l'argument le plus sérieux. La plupart des Israéliens qui se disent favorables à la création d'un État palestinien savent très bien et comprennent très bien qu'un tel État ne mènera pas à la paix. Ce qui les motive, c'est le problème démographique. Vu le nombre de Juifs et d'Arabes entre la Méditerranée et le Jourdain, certains craignent qu'Israël finisse par devenir un État binational si nous ne créons pas un État palestinien, même si cet État ne fait pas la paix avec nous.

D'abord, cela fait quarante ans que les prophètes de malheur comme Sergio de la Pergola nous disent que la démographie arabe va nous engloutir demain matin alors que le pourcentage de Juifs de cesse d'augmenter grâce à un taux de fécondité élevé et grâce à la *Aliyah*. Par ailleurs, Israël s'est complètement retirée de la Bande de Gaza en 2005, ce qui a fortement réduit la pression démographique.

Donc même si Israël annexait la Judée-Samarie et accordait la citoyenneté aux Arabes qui y résident, il y aurait encore une majorité juive de 70% au lieu de 80% aujourd'hui. Par ailleurs, l'annexion n'implique pas l'octroi de la citoyenneté israélienne. Les Arabes des Judée-Samarie pourront redevenir des citoyens jordaniens, comme ils l'étaient avant 1967, et voter pour le parlement jordanien.

Mais comme un tel modèle requiert l'accord et la coopération tant de la Jordanie que des Palestiniens, il est actuellement impraticable –en tout cas tant que la monarchie jordanienne est en place. Il n'est pas à exclure que cette monarchie artificielle soit un jour renversée. Après tout, les Hachémites de Jordanie règnent sur un pays qui est composé à 80% d'Arabes palestiniens. Mais à court terme, le modèle jordanien n'est pas une option.

La question démographique peut être résolue sans un accord de paix. Ce sont là deux sujets différents. Tant mieux, d'ailleurs, puisqu'un accord de paix avec les Palestiniens est impossible. De la même manière qu'Israël n'a pas eu besoin de

l'accord des Palestiniens pour se défaire de la Bande de Gaza, Israël n'a pas besoin de l'accord des Palestiniens pour se séparer des parties majoritairement arabes de la Judée-Samarie et pour en annexer les parties majoritairement juives.

Puisque les Palestiniens ont choisi la voie de l'unilatéralisme, qu'à cela ne tienne. Annexons le Gush Etzion, Ariel, Maale Adumin, le Caveau de Patriarches à Hébron, le Tombeau de Rachel à Bethlehem, le Tombeau de Joseph à Shkhem, et la Vallée du Jourdain. Terminons et déplaçons la barrière de séparation et jetons les clés aux Palestiniens de l'autre côté du mur.

Comme la Bande de Gaza, les parties de la Judée-Samarie dont Israël se sera retirée unilatéralement se transformeront en bases terroristes. Et le sort de ces bases terroristes sera le même que celui de Gaza. Le Hamas a compris la leçon de l'opération « Plomb fondu » et s'il a besoin d'une autre explication, nous sommes là.

Mais Israël ne pourra se libérer unilatéralement des Palestiniens sans porter au préalable un coup fatal à l'Iran. Les conséquences désastreuses du retrait unilatéral israélien de la Bande de Gaza nous ont enseigné qu'on ne peut pas se permettre de laisser les territoires évacués par Israël tomber sous le contrôle d'organisations terroristes téléguidées par l'Iran –a fortiori par un Iran nucléaire.

On nous dit que les conséquences d'une attaque israélienne contre l'Iran seront catastrophiques. Or rien ne peut être plus catastrophique qu'un Iran doté de l'arme nucléaire.

Donc, oui, l'unilatéralisme est possible et même souhaitable. C'est une stratégie de survie et de réalisme dans la pire des régions possibles.

Israël est obligé de gagner car Israël porte sur ses épaules la destinée du peuple juif, quatre mille ans d'histoire, et une mission historique dont le monde ne peut se passer. Mais ce n'est pas une raison pour répéter les erreurs du passé et pour se mentir à soi-même pour faire plaisir au monde.

Le peuple juif a récemment fait preuve de son unité et de sa supériorité morale avec la libération de Gilad Shalit –et ce en dépit des disputes entre nous sur l'accord conclu avec le Hamas. Il n'y a qu'en Israël que tout un peuple se comporte comme si Gilad était le fils ou le frère de chacun d'entre nous. Il n'y a qu'en Israël que le Premier Ministre embrasse un soldat comme un père.

J'ai espoir en l'avenir. Le peuple juif a une mission historique irremplaçable. À nous de la mener à bien dans l'unité, dans le réalisme, et dans la foi.